

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOAT OPERATIONS

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique Roussillon
38150 Salaise-sur-Sanne

Références : 2023-Is068RT
Code AIOT : 0006114460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement ECOAT OPERATIONS implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre de l'action nationale "liquides inflammables" initiée par la DGPR suite à l'incident de l'usine Lubrizol en 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOAT OPERATIONS
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006114460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Ecoat a pour objectif la production industrielle de polymères biosourcés (résines alkydes issues du pin) destinés à l'industrie des peintures et revêtements. Ces produits sont développés dans les laboratoires d'ECOAT situés à Grasse où se situe aussi le siège social de l'entreprise. Le pilote et l'unité de production sont basés sur la plateforme chimique de Roussillon à Salaise sur Sanne (bâtiment F32 utilisé précédemment par RHODIA OPERATIONS pour la production d'oxadiazon). Pour rappel, la capacité maximum de production d'ECOAT est de 30 000 t/an. L'entreprise présente une bonne progression de la production depuis 2015 (15 tonnes en 2015, 400 tonnes en 2018 et environ 1200 tonnes en 2019 et le prochain investissement vise à atteindre les 10 000t/an). L'entreprise fonctionne en 3x8.

Les produits sont actuellement distribués en France (Leroy Merlin, Castorama), en Belgique et en Suisse.

Sur le plan administratif, le site est classé à Autorisation pour sa fabrication en quantité industrielle de matières plastique de type polymères, et pour la présence de procédés de chauffages utilisant des fluides caloporteurs.

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- le risque incendie et de pollution accidentelle lié au stockage de produits inflammables et dangereux pour l'environnement ;
- Le risque d'explosion lié à la perte d'intégrité du réacteur du process.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Formation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, selon les cas, soit des demandes d'action corrective, soit, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12-bis	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	/	Lettre de suite préfectorale	Fin 2023

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
4	Autres installations A soumises à l'AM du 24/092020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.2	/	Sans objet
6	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	/	Sans objet
7	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1	/	Sans objet
8	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5	/	Sans objet
10	Formation des opérateurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV	/	Sans objet
11	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection des installations classées formule 3 demandes d'actions correctives et 3 observations (voir ci-dessous).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>** L'état des stocks a été vu en inspection. Pour information, un constat sur la régularité de l'état des stocks a aussi été formulé dans le rapport d'inspection sur l'action régionale "rétentions et produits chimiques" du même jour dont la référence est : Is-2023-066RT. **</i></p> <p>L'état des stocks a été vu en inspection. Il se présente sous la forme d'un tableur disponible sur l'intranet du site. Les produits recensés sont les :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matières premières ; • Produits finis ; • Produits intermédiaires. <p>Les autres matières stockées (matières combustibles non dangereuses, comme les IBC, cartons, etc...) n'y sont pas recensés. Ce n'est pas satisfaisant, d'autant plus que, lors de la visite terrain, l'Inspection des Installations Classées a constaté un grand nombre d'IBC vides stockés en extérieur (voir annexe photo).</p> <p>Les produits sont référencés en code et les noms commerciaux sont fournis en PDF dans un autre fichier afin d'éviter les piratages et garantir la confidentialité de la recette des produits. Les pompiers ont accès à ces deux documents permettant de décrypter l'état des stocks. Seules les quantités de produits figurent sur cet état des stocks. Ce n'est pas suffisant.</p> <p>De plus, il est à noter que ce constat est partagé par les pompiers, d'après le suivi des actions correctives des exercices POI pour ECOAT. Il y est donc noté, dans les actions correctives proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de "mettre en place un système d'extraction rapide des données afin d'obtenir l'état des stocks des produits présents sur le périmètre d'Ecoat. Cette information devra pouvoir être transmise rapidement à la cellule de crise en cas d'évènement sur le périmètre d'Ecoat." - "d'identifier les produits par typologie de danger (CLP) afin d'identifier les risques en cas d'incendie, dans la mesure où tout est codifié". <p>Ces demandes d'actions correctives datent de l'exercice réalisé en 2021 et n'ont donc toujours pas été mises en place par l'entreprise.</p>

Annexe photographique :



Figure 1: Stockage IBC - extérieur du bâtiment

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant devra mieux formaliser son état des stocks afin d'y faire apparaître :

- au minimum pour chaque produit et déchets : les mentions de dangers et les rubriques ICPE.
- les matières combustibles non dangereuses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique 4331
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 1 000 t - A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t - E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t - DC <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</p>
<p>Constats : L'exploitant est autorisé à stocker 319,5 tonnes de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 répondant à la rubrique 4331-2 (AP n°DDPP-IC-2018-01-14 du 17/01/2018). D'après l'état des stocks, est stocké actuellement sur le site environ 34 tonnes de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3, répartis tel quel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3,5 tonnes de tryéthylamine ; • 3 tonnes de xylène ; • 19 tonnes (25 GRV) d'acétone ; • 2,4 tonnes d'acétone régénérée (alors que 20 GRV) ; • 5,57 tonnes de butane2ol ; • 1 litre d'éthanol. <p>L'acétone régénérée faisant partie du process de production, la quantité exacte n'est pas bien connue par l'exploitant. Lors de la visite terrain, il a été noté qu'il y avait au moins 20 GRV de ce produit (donc environ 15,8 tonnes de produit contrairement aux 2,4 tonnes notés dans l'état des stocks). Ce n'est pas conforme.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant est bien en dessous des quantités autorisées dans son arrêté préfectoral.</p>
Observation n°1 : L'exploitant devra s'assurer du suivi des quantités de produits sur son site, qu'il soit une matière première, une matière intermédiaire ou un produit fini.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations A soumises à l'AM du 24/092020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20Seuil 100T de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Champ d'application 1. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : L'inventaire montre que le stockage de liquide inflammable est inférieur à 100 tonnes mais le site est autorisé à stocker jusqu'à 319,5tonnes d'après son arrêté d'autorisation . Ces produits sont stockés en GRV. L'inspection a donc informé l'exploitant que son site est soumis à l'arrêté ministériel du 24/09/2020 car il est susceptible de stocker plus de 100 tonnes de liquides inflammables en contenant fusibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Distance des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.</p> <p>Ces dispositions <u>ne sont pas applicables</u> aux installations existantes, pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ; <p>pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de flux thermiques a été vue en inspection. Elle est issue de l'Étude de Danger du site (p185) datant de novembre 2016 qui a été fournie avec la demande d'autorisation environnementale du site.</p> <p>Cette étude montre que, grâce aux murs coupe-feu 2h du site, les flux thermiques de plus de 8kW/m² ne sortent pas du bâtiment et donc des limites du site. Les effets dominos sont donc contenus au sein du bâtiment. C'est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I- Le stockage de liquides inflammables de <u>catégorie 1</u> (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>II. - Le stockage de liquides inflammables <u>non miscibles à l'eau de catégorie 2</u> (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables <u>miscibles à l'eau de catégorie 2</u> (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du <u>1er janvier 2026</u>.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>I/ Liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224)</u> D'après l'état des stocks, aucun produit avec mention de danger H224 n'est stocké dans le site.</p> <p><u>II/ Liquides inflammables de catégorie 2 (mention de danger H225)</u> Sur le site, deux produits répondent à cette catégorie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La tryéthylamine qui est stockée en fûts métalliques de 220 litres remplis à environ 200 litres. Le produit est stocké dans un contenant non fusible, c'est satisfaisant. • L'acétone stockée en GRV (plastique) d'une capacité de 1m³. L'acétone, miscible à l'eau est donc stockée en contenant fusibles de plus de 230 litres. <p>L'Inspection des Installations Classées a informé l'exploitant de l'échéance de la prescription sur le stockage de liquides inflammables de catégorie 2 (mention de danger H225) au 1er janvier 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance en permanence des installations de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
Constats : L'exploitant a signalé qu'il n'y avait pas de télésurveillance en place sur son bâtiment. Néanmoins, le site étant situé sur la plateforme chimique de Roussillon, l'exploitant est en accord avec le GIE Osiris pour assurer la surveillance hors-heures ouvrées de son installation. Les pompiers de la plateforme font des rondes, parfois avec l'aide d'un drone. Ils ont accès aux bâtiments (code, alarme, etc.). C'est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Formation des opérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Formation des opérateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Les opérateurs sont formés par Osiris à la manipulation des extincteurs et à l'évacuation des locaux tous les ans. Les attestations de formations pour les années 2022 et 2016 ont été vues en inspection. Entre ces deux années, l'exploitant n'a pas pu fournir de document. Une campagne de recyclage est prévue en mars 2023. Les formations sont bien assurées. C'est satisfaisant.
Observation n°2 : L'exploitant mettra à disposition de l'Inspection des Installations Classées les attestations de formation pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Moyens complémentaires à la stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Ce point n'a pas été abordé en inspection par manque de temps. Il est à noter que le site est situé sur la plateforme chimique de Roussillon, qui possède ses propres moyens de secours et de lutte contre l'incendie.
Observation n°3 : L'exploitant pourra faire parvenir à l'inspection tout document montrant que le GIE Osiris est en capacité d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures.
Type de suites proposées : Sans objet
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exercices de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé <u>au moins tous les ans</u>. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Différents exercices ont été réalisés par le GIE Osiris :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2018 : Exercice incendie – départ de feu • 2020 Exercice pollution – déversement de 1 tonne d'IPDI. • 20/05/2021 Exercice incendie avec un scénario de départ de feu dans le stockage des produits inflammables et dans la fosse de rétention externe a été mené. <p>Le compte-rendu réalisé par les pompiers lors de l'exercice de 2021 a été vu en inspection. L'inspection a questionné l'exploitant sur le suivi des différentes actions correctives proposées, il en ressort que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Pas de balisage de la route avant l'arrivée des pompiers</u> : Les pompiers ont demandé à l'exploitant de prévoir le balisage de la zone avant leur arrivée. Il est constaté qu'aucune procédure n'a été mise en place pour formaliser cette demande. Ce n'est pas satisfaisant. 2. <u>Débordement de la fosse de rétention</u> : Les pompiers ont constaté que la fosse de rétention extérieure peut déverser vers les canaux de la plateforme avant l'atteinte de son volume maximal (80m³). Ce déversoir a été condamné par l'exploitant pour que la fosse puisse atteindre sa pleine capacité. L'Inspection des Installations Classées a confirmé cela sur le terrain. Une mesure de niveau de la fosse a été installée. C'est satisfaisant. 3. <u>État des stocks</u> : les commentaires liés à l'état des stocks sont disponibles sur le constat n°1 de ce rapport d'inspection. <p>Aucun exercice n'a été organisé en 2022 et aucun n'est prévu en 2023. Ces exercices devant se faire annuellement, l'exploitant n'est pas conforme sur la fréquence des exercices.</p> <p>Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant devra se mettre en conformité concernant les actions correctives proposées par les pompiers suite à l'exercice de lutte contre l'incendie de 2021 sur les questions de balisage et d'état des stocks.</p> <p>Demande d'action corrective n°3: L'exploitant devra prévoir un exercice de lutte contre l'incendie en 2023 puis au moins une fois par an.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : DAC n°2 : 1 mois / DAC n°3 : fin de l'année 2023